

HURST, Philip. *Rainforests Politics. Ecological Destruction in South-East Asia*. London and New Jersey, Zed Books Ltd, 1990, 317 p.

Rodolphe De Koninck

Volume 23, Number 1, 1992

L'effacement de la confrontation est-ouest et la remise en cause des alliances

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702991ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702991ar>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this review

De Koninck, R. (1992). Review of [HURST, Philip. *Rainforests Politics. Ecological Destruction in South-East Asia*. London and New Jersey, Zed Books Ltd, 1990, 317 p.] *Études internationales*, 23(1), 219–221. <https://doi.org/10.7202/702991ar>

perdraient leurs postes, car le succès même de telles politiques inciterait la population à revendiquer un système politique plus pluraliste.

Dans un troisième scénario, la transition tranquille déjà mentionnée serait ponctuée par un coup d'État de la part des militaires et des marxistes orthodoxes. Comme dans le scénario 1, cette possibilité se solderait par le renversement violent du régime communiste.

Le quatrième scénario entrevoit le passage relativement non sanglant à un nouveau système politique sous l'égide d'élites non communistes bien avant la fin du siècle, aussitôt que Deng Xiaoping, Chen Yun et les autres vieux révolutionnaires quitteront la scène et que la crise économique actuelle s'intensifiera. Contrairement à la situation de 1989, les forces armées, n'ayant plus de fusils matériels et «politiques» dans le dos, abandonneraient leur soutien du régime.

Domes juge que la probabilité relative que chacun de ces scénarios se produise va dans l'ordre descendant de 1, 4, 3, et 2. Il souligne l'importance de considérer de tels scénarios en rappelant que «la tâche des hommes politiques occidentaux sera de mettre au point des stratégies visant à continuer et approfondir nos contacts avec les forces qui tailleront l'avenir de la Chine.» Pour cette raison, «nous devons garder autant de portes ouvertes sur la Chine que possible sans compromettre notre soutien au changement.» (traductions libres, p. 21)

Peter CALKINS

Département d'économie rurale  
Université Laval, Québec

HURST, Philip. *Rainforests Politics. Ecological Destruction in South-East Asia*. London and New Jersey, Zed Books Ltd, 1990, 317 p.

La mise en valeur des ressources forestières de l'Asie du Sud-Est est étroitement liée à l'histoire de son peuplement. Les peuples qui ont occupé depuis des millénaires les territoires du continent et de l'archipel ont toujours pris position devant la forêt : soit en l'évitant, quitte à se blottir le long des côtes voire à se «réfugier» sur les mers ; soit en la courtisant, en cultivant les plaines alluviales et côtières tout en ouvrant des essarts dans l'arrière-pays ; soit en s'y engouffrant pour en vivre, grâce à la cueillette, la chasse et l'essartage, et ainsi participer à sa vie. Si Philip Hurst accorde peu d'importance à l'histoire même du peuplement et de l'utilisation par les essarteurs des immenses aires forestières de l'Asie du Sud-Est, il s'en inspire pour réaliser une riche analyse des problèmes liés à la déforestation contemporaine, toutes causes confondues.

Ceci dit, il distingue bien tous les acteurs de la scène et analyse la responsabilité des uns et des autres tant dans l'utilisation des ressources que dans leur trop fréquente destruction. À ces fins il examine cinq pays : l'Indonésie, la Malaysia, les Philippines, la Thaïlande, et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'étude de ce pays, qui ne fait pas à proprement parler partie du Sud-Est asiatique, est justifiée dans la mesure où il partage la grande île de Nouvelle-Guinée avec l'Indonésie dont relève la partie occidentale, sous le nom d'Irian Jaya. Quant à la Malaysia, elle est examinée en deux parties, l'une consacrée à

la péninsule, c'est-à-dire la Malaisie proprement dite, l'autre à la «Maylasia orientale», c'est-à-dire les États malaysiens de Sabah et Sarawak situés sur le versant nord de Bornéo, cette autre grande île partagée.

À tout seigneur tout honneur: l'Indonésie, deuxième plus grand pays forestier du monde tropical après le Brésil et, tout comme lui, soumis aux pressions de la colonisation agricole et des grandes sociétés d'exploitation forestière. Hurst présente d'abord le pays à grands traits, l'accent étant mis sur l'importance des ressources forestières: après tout, les forêts du plus grand état archipélagique au monde couvrent environ un million de kilomètres carrés ce qui correspond à près de deux fois la superficie de la France. Suivent alors des exposés abordant les conséquences de la déforestation, la politique gouvernementale actuelle en matière de gestion forestière, les causes de la déforestation, l'avenir des forêts indonésiennes puis, enfin, des études de cas. Cette séquence plutôt étrange, donnant lieu à de fréquentes répétitions et où les réponses précèdent souvent les questions, ne rend pas la lecture facile. D'autant plus qu'elle est utilisée, à quelques variantes près, elles-mêmes sources de confusions additionnelles, dans chacun des autres chapitres.

Malgré cela, malgré la présence d'erreurs factuelles choquantes, concernant tant la géographie que l'histoire de la région, malgré un système de références bibliographiques maladroit et donnant lieu à plusieurs omissions (ainsi une bonne dizaine de sources évoquées dans le texte sont absentes de la bibliographie), malgré

aussi l'absence totale de cartes, le livre de Hurst demeure remarquable.

Pour au moins cinq raisons. Premièrement, il contient un bilan, maladroit certes, mais à la fois riche et utile de l'état de l'un des enjeux planétaires majeurs: les forêts tropicales et en particulier celles d'Asie du Sud-Est. Deuxièmement, tout en faisant le procès des politiques forestières des états étudiés, l'auteur évoque un certain nombre de pratiques qui ne sont pas dénuées d'intérêt, comme ce système de gestion forestière mis au point en Birmanie au début du siècle, sous le nom de *taungya*, incitant la paysannerie à associer la pratique de la reforestation à la culture sous couvert forestier.

Troisièmement, sans le reconnaître explicitement, il soulève une question majeure dans l'histoire de l'humanité: quelle est la nature de l'alliance entre les agriculteurs et l'État dans la gestion territoriale? En effet cette alliance, qui prend souvent la forme d'un compromis, est particulièrement dynamique dans les pays d'Asie du Sud-Est, là où la paysannerie joue encore souvent le rôle de fer de lance territorial de l'État. Ce fer de lance, ce sont, par exemple, les paysans javanais dont l'État indonésien favorise l'implantation dans les îles et régions périphériques du pays, tel l'Irian Jaya. Généralement forestières, celles-ci sont souvent habitées par des peuples d'essarteurs, parfois véritables nomades de la forêt. Tout comme ceux du désert, leur genre de vie déplaît au pouvoir d'État voire entre en contradiction avec lui. D'où cette politique qui consiste à les sédentariser ou, mieux encore, à les remplacer par des paysans qui eux

n'hésitent pas à abattre définitivement la forêt. Et c'est autour de cette question qu'apparaît la quatrième grande contribution de Hurst: le débat qu'il amorce concernant la responsabilité des peuples de la forêt et autres groupes d'essarteurs traditionnels dans la destruction de la forêt tropicale. Hurst montre bien, et ici il se montre très clair, que la croyance – bien entretenue par les pouvoirs d'État et les lobbys forestiers qui les courtisent – selon laquelle ce sont les peuples de la forêt qui sont les principaux responsables de sa régression, est fausse.

Cinquièmement, enfin, dans le dernier chapitre du livre, sans doute le meilleur, Hurst dresse une série de recommandations visant à promouvoir la protection des forêts, ou du moins leur renouvellement. Fondamentalement optimiste voire utopiste, cette conclusion témoigne du courage de l'auteur et rend en fin de compte son œuvre attachante.

Rodolphe De KONINCK

Département de géographie  
Université Laval, Québec

KLEINBERG, Robert. *China's Opening to the Outside World. The Experiment with Foreign Capitalism*. Boulder, San Francisco and Oxford, Westview Press, 1990, 291 p.

La recherche de Kleinberg consiste à vérifier l'hypothèse selon laquelle l'ouverture de la Chine au marché économique mondial repose à la fois sur un calcul du potentiel de concurrence de la Chine et sur une

action politique. Cette hypothèse d'une part reflète des objectifs économiques nationalistes et d'autre part permet de promouvoir les intérêts de l'État chinois. Bien que le volume se divise en dix chapitres, il est possible d'identifier cinq volets.

L'auteur identifie d'abord les principes idéologiques qui sous-tendent la politique d'ouverture de la Chine. Il extrait les propositions communes concernant la politique économique étrangère de la Chine telles qu'exprimées dans plusieurs articles publiés sur le sujet en Chine durant la décennie 1978-1988. L'auteur vise ainsi à établir le cadre d'analyse de son étude et dans la même veine à identifier un dénominateur commun des réformes qui transcende l'éventail politique chinois. Kleinberg considère que depuis 1978, les cadres et analystes chinois ont exprimé sans équivoque des vues néomercantilistes plutôt que marxistes. Selon l'auteur, l'émergence du caractère néomercantiliste de la politique d'ouverture fournit un modèle explicatif des réactions étatiques de la Chine face à l'évolution des conditions économiques mondiales. Les autorités chinoises perçoivent les relations économiques internationales comme une concurrence entre toutes les nations qui sont déterminées à utiliser les moyens politiques pour promouvoir leurs intérêts. Une revue de la littérature décrit l'État chinois comme activiste et interventionniste. Bien que cette approche théorique ne soit pas originale, l'auteur analyse néanmoins avec beaucoup d'habileté, les objectifs de la politique économique étrangère de la Chine dans sa poursuite des capitaux et de la technologie pour accroître la productivité et la ri-